Les Organisations Paysannes (OP): Identification et apports à l'épanouissement des EFA. Cas de Foréké, Bokito et Yaoundé péri urbain

André KAMGA[1], Jean Emile SONG[4], Mathieu ENONE[2], Bénédicte CHAMBON[3], Aurélie MAKUEMETE DJEUKA[1] et Thérèse MOULENDE FOUD[1]

[1] Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles (FASA), Université de Dschang, Cameroun
[2] Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
[3] CIRAD, Département Cultures Pérennes, Montpellier, France
[4] COSADER, Yaoundé, Cameroun

Introduction

Après l'échec des mouvements coopératifs de grande envergure, l'Etat a mis en place la loi N° 92/006 du 14 Août 1992 relative aux Sociétés Coopératives et aux Groupes d'Initiative Commune (GIC) pour faciliter le fonctionnement des groupements associatifs. Elle devait permettre aux petits exploitants de se prendre en charge. Des organisations spontanées (initiative locale) ont ainsi été créées. Toutefois, beaucoup d'OP ont également émergé sous l'impulsion d'une intervention extérieure : structure étatique et ONG. Dans ce contexte et bien que la finalité affichée des OP soit d'améliorer les revenus des exploitations familiales agricoles (EFA), il n'est pas certain que les OP représenteraient toujours les intérêts de tous les paysans. Les EFA constituent en effet un milieu hétérogène. Quels rôles ont joué effectivement ces OP dans le fonctionnement des EFA à Foréké ? Le présent rapport fait un état des lieux une dizaine d'années après ces créations ? Il montre également comment ces GIC fonctionnent et dégage quelques propositions pour l'amélioration de l'épanouissement des ces OP.

Objectifs de la recherche

L'objectif de cette recherche était de faire un état des lieux des OP dans les trois zones de Bokito, Yaoundé péri urbain et de Foréké-Dschang, puis de déterminer l'impact qu'a pu avoir (ou pas) l'adhésion des EFA à une organisation paysanne sur le fonctionnement et les performances des exploitations membres (approvisionnement en intrants agricoles, organisation et vente de la production, etc.). L'étude se situe donc à la fois au niveau de l'organisation paysanne et de l'EFA individuelle.

Méthodologie :

L'étude a été conduite parallèlement dans les trois zones sélectionnées comme terrain d'étude pour le PCP Grand Sud Cameroun : Bokito, Foréké et Yaoundé péri-urbain.

Modalités de collecte des données

La collecte de l'information nécessaire s'est faite par le biais d'enquêtes auprès des organisations de différents niveaux et des exploitations agricoles membres de ces OP. Deux types de questionnaires ont été confectionnés à cet effet.

L'un était spécifique aux OP ; il devait nous permettre d'identifier les conditions d'émergence de l'organisation, ses objectifs, ses activités, son fonctionnement, son évolution, ses relations avec les EFA membres, le niveau de connaissance et de prise en compte des problèmes et attentes des membres. L'entretien s'est déroulé avec les responsables : le délégué, le secrétaire ou tout autre membre du bureau.

L'autre questionnaire destiné aux EFA devait nous permettre d'étudier le rôle de l'OP dans le fonctionnement de l'exploitation, leurs stratégies (en général et vis-à-vis de l'OP) et les changements

intervenus depuis l'adhésion à l'OP. Ces entretiens individuels ont été réalisés avec le chef d'exploitation.

Echantillonnage

La réalisation des enquêtes dans les trois zones a été confiée à trois équipes différentes. Par conséquent, la méthode de sélection de l'échantillon des OP et des EFA à enquêter présente des spécificités selon les zones.

Pour Foréké et Bokito, en ce qui concerne les OP, un travail préliminaire a été effectué au niveau des délégations départementales de l'agriculture de la Ménoua et du Mbam et Inoubou pour l'identification des OP officiellement créées. Ce travail nous a permis de recenser 36 GIC dans la zone de Foréké et 2 associations. Dans la zone de Bokito, 33 GIC, 18 UGIC et 1 Fédération. A Foréké, toutes ces OP devaient constituer notre unité d'étude mais il s'est avéré que certaines ont été disloquées entre temps et ont cessé leurs activités. Par conséquent, nous n'avons considéré que celles qui étaient encore en activité. La liste de ces OP est en annexe 1. Au départ, nous n'étions intéressés que par les OP officiellement légalisées. Mais en réalité, il était assez difficile de les circonscrire car elles avaient toutes constitué les dossiers de légalisation et il y a une certaine lenteur dans l'aboutissement de la procédure de légalisation. Même au niveau de la délégation départementale, il n'était pas facile de faire la part des choses entre les dossiers qui ont abouti et ceux qui ne le sont pas encore. La localisation physique de ces OP et associations s'est faite sur le terrain avec l'aide du personnel de la délégation départementale et les AVZ des zones concernées. Pour les OP dont la délégation disposait des contacts téléphoniques des responsables, nous avons utilisé cet outil pour les contacter et prendre des rendez-vous de travail. Au niveau des OP, l'entretien s'est déroulé avec les responsables (soit le délégué, soit le secrétaire ou tout autre membre du bureau).

Pour Yaoundé péri urbain la composition de l'échantillon n'a pas épousé la méthodologie commune aux trois sites. La démarche consistait à repérer les grands secteurs autour desquels les organisations se sont formées à savoir les domaines des productions (main d'œuvre), de la micro finance (tontines, épargne) et du social (loisir, espace d'expression féminine, véhicule de la culture des ressortissantes de tel village). Ainsi, 17 GIC, 4 UGIC, 1 Fédération et 22 associations ont été enquêtées. Nous avons considéré ces trois domaines pour élaborer notre échantillon des OP.

La première étape a été de répertorier toute forme d'organisation dans les villages sélectionnés par le responsable du site ensuite de les classer par nature et structure plus tard dans l'analyse. Enfin nous avons intégré les organisations non légalisées pour avoir un échantillon reflétant la diversité des organisations de la localité.

Le choix des EFA :

A Foréké, au cours des entretiens avec les représentants des OP, l'enquêteur a demandé la liste des membres de l'OP et a effectué le choix au hasard des membres à enquêter comme chefs d'exploitation familiale agricole. A partir de la liste des membres de l'OP, l'enquêteur devait choisir initialement 2 membres en dehors du responsable enquêté au titre de l'OP et de préférence un homme et une femme dans les groupes mixtes. Nous avons recensé au niveau de la délégation 38 GIC et associations. Ceci devait nous permettre d'enquêter 76 EFA. Cependant, on s'est heurté à une situation des GIC disloqués, au problème de réticence de certaines personnes à répondre aux questions de l'enquêteur, etc. C'est la raison principale pour laquelle le nombre des EFA enquêtés a varié d'une OP à l'autre. De plus, pour des raisons de représentativité, dans les OP où les membres des EFA ne sont montrés plus ouverts et disponibles, ce nombre a parfois atteint 6. La difficulté majeure pendant cette étude aura été la disponibilité de certains chefs d'exploitation agricole familiale. La liste des membres effectivement enquêtés est en annexe 2.

Pour Bokito, la constitution de l'échantillon des EFA à interroger a également commencé par l'identification des OP (GIC, UGIC et fédérations) présentes. La première étape a été de repérer toutes les productions autour desquelles les producteurs sont organisés et d'identifier les différents niveaux de structuration qui existent pour chacune des spéculations. A partir de ces deux critères, les OP à enquêter ont été sélectionnées : l'échantillon devait représenter la diversité des spéculations et des niveaux de structuration. Les EFA à enquêter ont été sélectionnées parmi les membres des OP retenues. Elles devaient également être choisies de façon à refléter la diversité des spéculations

autour desquelles les producteurs sont organisés. Enfin, l'échantillonnage devait intégrer les différents niveaux de structuration : des exploitations membres d'une OP de base non rattachée à une OP de niveau supérieur, des exploitations membres d'un GIC appartenant à une UGIC seulement, des exploitations membres d'un GIC appartenant à une UGIC membre d'une fédération.

Pour Yaoundé péri urbain, à partir des OP choisies, deux EFA membres de chacune d'elles ont été enquêtées.

Réalisation des enquêtes

Le site de Bokito est relativement étendu ; il a donc été divisé en trois zones. Les enquêtes ont été réalisées par trois AVZ de la zone de Bokito au cours du mois d'août 2004. En effet, ces derniers connaissent bien le site et les agriculteurs présents. Cependant, ils ne représentent pas des personnes neutres pour les paysans ; par conséquent, ils peuvent constituer un biais dans les réponses données au cours des enquêtes. Le nombre d'enquêtes pour chaque zone (donc pour chacun des trois AVZ) était identique.

A Foréké, les enquêtes se sont déroulées à partir du 23 juillet 2004. Un jeune ingénieur agronome a été recruté pour mener les enquêtes de terrain tant au niveau des OP que des exploitations familiales agricoles sous la supervision des chercheurs. Après un recensement des OP et de leurs leaders au niveau de la délégation départementale de l'agriculture de la Ménoua, des contacts ont été pris avec ces derniers soit par téléphone lorsque cela était possible, soit par l'intermédiaire du personnel de la délégation départementale ou les AVZ qui encadrent ces OP en allant sur le terrain pour le contact physique. Cette descente sur le terrain permettait de localiser ces derniers et de prendre des rendez-vous pour les entretiens.

A Yaoundé péri urbain, les enquêtes se sont déroulées en deux phases au cours du mois d'août 2004. La première phase a rassemblé les responsables d'OP qui ont été enquêtés par 3 personnes (deux chercheurs et un étudiant de DESS). La deuxième phase concernait les enquêtes EFA.

Traitement et analyse des données

Le traitement des données a été réalisé indépendamment pour chaque zone.

A Bokito, le traitement des données de toutes les fiches d'enquête OP a été effectué sur un tableur Excel. Ensuite, il a été établi un masque de saisie faisant ressortir par OP enquêtée la ou les réponses à chacune des questions sous forme de code. Pour les enquêtes auprès des EFA, l'essentiel des données est qualitative. Le traitement des informations collectées a donc pris la forme de production de tableaux de fréquence décrivant les variables les unes après les autres et de tableaux croisés visant à mettre en évidence des relations entre deux variables différentes.

A Yaoundé péri urbain, la saisie des données a été faite sur le tableur Excel et l'analyse sur le logiciel SPSS. Nous avons produit des pourcentages des informations purement qualitatives dans des tableaux décrivant les variables les unes après les autres, de tableaux croisés mettant en évidence deux variables différentes.

A Foréké, les données ont été saisies et analysées sur SPSS.

Au terme d'une première analyse des données, une restitution a été organisée auprès des OP et EFA membres des OP enquêtées dans chacune des zones, afin de :

- valider, critiquer, amender les résultats issus des premières analyses de cette étude,
- collecter des informations complémentaires pour la finalisations de certaines analyses,
- collecter les points de vue des OP et EFA sur les perspectives ou les suites à donner à ce travail.

Limites méthodologiques

A travers la démarche méthodologique adoptée, on entendait notamment mettre en évidence ce que les OP faîtières apportent comme valeur ajoutée aux OP de base et aux autres OP de niveaux

inférieurs qui leur sont membres surtout en ce qui concerne les performances économiques. Mais, ces analyses n'ont pas été possibles à cause de l'indisponibilité des données de façon continue sur une période de 10 ans (1994-2004) à partir de 1992. Les seules OP qui avaient des données disponibles de manière consécutive d'une année à l'autre et sur une longue période permettant au moins d'apporter un jugement fiable étaient celles de la filière cacao à Bokito. Compte tenu du temps disponible et des moyens, l'utilisation des AVZ à Bokito présente un avantage de la connaissance des EFA, mais aussi un inconvénient du fait qu'ils pouvaient répondre à certaines questions en lieu et place des EFA.

En ce qui concerne Yaoundé péri urbain, le fait que les responsables des OP et les EFA membres de celles-ci étaient regroupés dans une même salle au cours des enquêtes ne favorisait pas la libre expression des uns et des autres. Ceci était dû aux contraintes budgétaires qui ne permettaient pas aux enquêteurs de rencontrer à des moments distincts et individuellement OP et EFA.

Présentations des résultats

Etat des lieux des OP

Niveaux de structuration des OP enquêtées

Tableau 1 : Les différents niveaux de structuration des OP

Niveaux de structuration	Foréké	Bokito	Yaoundé péri urbain	Total	pourcentage
OP base	25	33	42	100	81%
UGIC	1	18	1	20	16%
Fédération	1	1	1	3	3%

Au sein des OP enquêtées, les GIC (OP de base) sont majoritaires et représentent à eux seuls 81% de l'échantillon choisi au hasard, par conséquent, l'échantillonnage est bien représentatif de la situation réelle de structuration du milieu rural dans lequel les GIC sont les plus nombreux.

Productions autour desquelles les organisations existent

Les organisations paysannes devaient regrouper les personnes ayant les mêmes problèmes afin que ces derniers conjuguent leurs efforts pour la résolution de leurs problèmes communs. Comme par le passé, les paysans se regroupaient sur la base et surtout autour d'une production bien déterminée par exemple le cacao ou le café.

Tableau 2 : Productions autour desquelles les OP sont crées

Productions	Foréké	Bokito	Yaoundé péri urbain	Total	Pourcentage
Cultures de rente (cacao/café)	0	32	1	33	23%
Cultures vivrières	11	14	4	29	20%
Cultures maraîchères	10	4	3	17	12%
Cultures fruitières	0	1		1	1%
Productions animales et piscicoles	8	10	12	30	21%
Activités non agricoles	8	1	24	33	23%

Il ressort également du tableau ci-dessus que dans la zone de Foréké les producteurs sont majoritairement organisés autour des cultures vivrières et maraîchères, dans le site de Bokito principalement autour des cultures de rente et dans Yaoundé péri urbain autour des activités non agricoles.

Dans le site de Foréké, l'absence de regroupement des producteurs autour du café arabica vient de la mauvaise expérience vécue de la structure coopérative de cette zone, et de la baisse drastiques des cours du café sur le marché mondial. Par contre on constate le regroupement autour des cultures vivrières et maraîchères qui sont devenues très porteuses à cause de la forte augmentation de la population urbaine (université de Dschang) et de l'aménagement des axes routiers qui relient facilement Foréké aux grandes villes (Bafoussam et Douala). Pour la zone de Bokito, le grand regroupement autour des cultures de rente (Cacao) vient du fait que les cours mondiaux de ce produit

sont encore encourageants. Dans la zone de Yaoundé péri urbain, bien que les cultures maraîchères soient fortement pratiquées on note une faible organisation des producteurs autour de celle-ci, l'organisation est beaucoup plus faite autour des activités à caractère social (assistances en cas de malheur, loisir).

Légalisation des OP enquêtées

Tableau 3 : Légalisation des OP

	Foréké	Bokito	Yaoundé péri urbain	Total	Pourcentage
Nombres d'OP enquêtées	27	52	44	123	
légalisées	85,2%	96%	18%	81	66%
Non légalisées	14,8%	4%	82%	42	34%

Globalement les OP légalisées sont majoritaires. Une analyse par site nous permet de constater que dans le site de Yaoundé péri urbain les OP non légalisées sont largement majoritaires alors que dans les sites de Foréké et Bokito, celles-ci sont très minoritaires. La situation de Yaoundé péri urbain s'explique par le fait que la majorité des OP enquêtées étaient constituées des groupes de tontine, d'entraide, etc qui ne sont pas des statuts juridiques reconnus par une loi. Au cours des entretiens, il est ressorti que toutes ces organisations ont le souci d'être légalisées afin de bénéficier de l'appui de l'Etat et des bailleurs de fonds. Les tracasseries et lenteurs administratives constituent pour l'instant le principal frein à l'obtention du certificat d'enregistrement.

Fonctionnement des OP

- Existence et possession du statut et du règlement intérieur

L'existence de ces deux textes au sein d'une OP la prédispose à mieux fonctionner car elle possède les deux principaux documents qui doivent régir son fonctionnement. Ainsi, si l'on suppose que ces textes de base sont bien établis, ainsi, à Bokito 90% enquêtées en disposent, à Foréké 74% tandis qu'à Yaoundé péri urbain seulement 20%.

Tableau 4 : Possession des textes de base par les EFA

	Foréké	Bokito	Yaoundé péri urbain	Total	pourcentage
Oui	8	18	-	26	33%
Non	19	34	-	53	67%

Le tableau ci-dessus montre que les OP ne donnent vraiment pas la possibilité aux EFA membres de connaître leurs droits et devoirs. Ce qui montre que les dirigeants des OP ne respectent pas leurs engagements vis à vis des EFA membres. Cela peut laisser présumer que les dysfonctionnements dans les comportements de ces EFA vis à vis de leur OP peuvent être dus à l'ignorance des textes de base. Les autres OP mettent à la disposition de chacune de leur EFA les textes de base (statut et RI) et leur donnent ainsi les possibilités de mieux contribuer au fonctionnement de l'OP soit35% à Bokito et 29% à Foréké.

- Objectifs des OP.

Le premier objectif des OP enquêtées est incontestablement l'amélioration des conditions de vie des membres (96,2%) par l'octroi des crédits, l'achat des intrants et l'assistance technique.

- Choix des responsables des OP.

En principe, le choix des différents responsables dans les OP devrait être fait de façon démocratique. Si dans la majorité des OP, ce principe a été respecté (74% par vote à Foréké ; 64% à Yaoundé et 90% à Bokito), on relève cependant que dans le reste des cas ce choix a été purement et simplement par désignation. Cette façon de faire aura évidemment un impact sur le fonctionnement de l'OP. On peut présager une certaine influence d'un groupe sur les autres membres de l'OP en matière de prise de décision pour le compte de l'OP.

Formation des responsables des OP :

Pour assurer pleinement leur responsabilité, certains dirigeants des OP ont suivi une formation. C'est ainsi que certains responsables (48% à Foréké ; 30% à Yaoundé) des OP ont suivi une formation dans les domaines assez variés et suivant les objectifs de l'OP comme on peut voir dans le tableau 5

Tableau 5 : Les Formations reçues

Foréké	Bokito	Yaoundé péri urbain
- Elevage porcs/poulets/moutons - Industrie habillement - Techniques agricoles - Elevage et Gestion du GIC - Droit femme +gestion ressources (fonds & personnes) - Lutte contre le sida - Fabrication savon - Vente des pesticides	- Formation en achat et vente groupée - Gestion du GIC - Formation à la vie associative	- Elevage porcs/poulets - Techniques agricoles - Elevage et Gestion du GIC - Lutte contre le sida

Les thèmes de formation sont assez variés à Foréké comparé aux autres sites. On peut remarquer qu'un accent est mis sur des thèmes relatifs à la formation des paysans sur les grandes pandémies du siècle (le sida), à la vie associative et aux domaines non agricoles (industrie d'habillement, droit de la femme et fabrication du savon).

Sources de financement des activités des OP

Tableau 6 : Sources de financement

Sources de financement des activités	Foréké	Bokito	Yaoundé péri urbain
Autofinancement	88,9%	48%	80%
Crédit	0	0	0
Autofinancement et crédit	11,1%	2%	0
Autofinancement et subventions		44%	20%
Sans réponse		6%	

Les OP fonctionnent beaucoup plus sur autofinancement. Dans l'ensemble, les moyens de ces OP sont insuffisants pour satisfaire leurs besoins. C'est pour cette raison qu'elles recourent à d'autres sources de financement (crédit et subventions). L'absence des OP qui fonctionneraient uniquement sur la base des crédits montre que celles-ci ne sont pas dépendantes de cette source de financement.

Services rendus aux membres par les OP

Tableau 7 : Services rendus par les OP aux membres

Services rendus	Foréké	Bokito	Yaoundé péri urbain
Octroi des crédits	40,7%	1%	20%
Vente groupée de la production	14,8%	27%	
Achats groupés des intrants	14,8%	20%	10%
Renforcement des capacités ou appui-conseils	37%	8,5%	20%
Epargne	18,5%.	6%	30%
Entraide (M.O)		15%	10%

Les OP rendent plusieurs services aux membres (EFA). On se rend compte que les OP de Bokito n'accordent pas de crédit aux membres, mais plutôt sont excellentes dans les achats et ventes groupés respectivement des intrants et des productions. L'absence des ventes groupée à Yaoundé péri urbain s'explique par le fait que les regroupements sont majoritairement faits sous la forme solidarité qui n'a rien à vendre. Par contre la mobilisation de l'épargne est bien élevée pour faciliter la participation aux activités de solidarité.

Pour Foréké, la majorité des OP joue un rôle social auprès de leurs membres notamment dans la résolution des problèmes individuels comme ceux de santé et de la scolarité.

Documents de gestion élaborés par l'OP

Les principaux documents de gestion permettant de s'assurer des possibilités d'un bon fonctionnement mis en évidence par cette enquête sont : i) le registre des membres, ii) le plan d'action, iii) le budget, iv) le bilan, v) le compte d'exploitation, vi) le cahier de caisse, vii) les documents de chacune des différentes activités.

A l'analyse du fonctionnement des OP enquêtées, il ressort que tous ces documents ne sont pas utilisés par toutes les OP. C'est ainsi que à Foréké par exemple, seul le cahier de caisse est le document le plus utilisé par 92,3% d'OP). Par contre, le bilan n'est fait que par 2 OP soit 7,6%, le compte d'exploitation par 19,2%. A Bokito seule une OP possède tous les documents de gestion. A Yaoundé péri urbain, les documents les plus utilisés sont le registre des membres et le cahier de caisse. Ce constat met en évidence le très faible souci de transparence au sein des OP et surtout un très faible niveau de professionnalisme, car l'existence et la bonne tenue des documents de gestion constituent des signes caractéristiques du niveau de professionnalisme d'une OP. Cette faible performance dans la transparence peut cacher une mauvaise gestion des ressources de l'OP et peut entraîner la dislocation de certaines OP.

Difficultés rencontrées par les OP

Tableau 8 : Difficultés des OP

Difficultés des OP	Foréké	Bokito	Yaoundé péri urbain
Financement	**XXXX**	**XXXX**	**XXXX**
Faible qualification des ressources humaines	X	XX	XX
Gestion	X	XX	X
Communication	XXX	XXX	XXX
Renforcement des capacités			XX

La difficulté principale de toutes les OP est le financement des activités. Ceci devient important dès lors que l'Etat n'accorde plus des subventions dans l'approvisionnement en intrants agricoles. Ceci explique l'insuffisance de l'autofinancement et la recherche par les OP d'autres sources de financements constatés précédemment. La communication est une difficulté tant à l'intérieur de l'OP qu'avec l'extérieur.

Caractéristiques des EFA

L'étude a été faite sur un échantillon de 197 EFA sélectionnées au sein des OP étudiées. L'objectif de cette étude des chefs d'exploitation qui sont membres des OP était de voir si leur adhésion à l'OP a eu un impact sur le fonctionnement et les performances de leur exploitation. Le nombre élevé de femmes s'explique par leur disponibilité et surtout par leur grande implication dans les OP. On dénombre un nombre important d'OP de femmes à Foréké tant en cultures vivrières, maraîchères et activités non agricoles. Par contre à Bokito, les femmes ne sont très majoritairement représentées que dans les OP de cultures vivrières. A Yaoundé péri urbain, on note 9 OP féminines à vocation sociale.

Tableau 9: Répartition des EFA enquêtés par site

	Foréké	Bokito	Yaoundé péri urbain	Total	Pourcentage
Homme	35	55	32	122	62%
Femmes	43	20	12	75	38%
Total	78	75	44	197	100%

Raisons d'adhésion des EFA à l'OP.

Les EFA ont adhéré aux OP pour diverses raisons dont la principale est d'améliorer leurs activités avec pour corollaires l'amélioration de leur niveau de vie, lutte contre la pauvreté en bénéficiant du crédit à travers les OP.

Tableau 10 : Raisons d'adhésion à l'OP

Raisons d'adhésion à l'OP	Foréké	Bokito	Yaoundé péri urbain
Mieux vendre		27%	
Augmenter la production	5,1%	14%	
Achats d'intrants		13%	
Entraide	8,9%	11%	1,9%
Améliorer les conditions de vie	13,5%	7%	1,9%
Développer mes activités	48,7%		8,7%
Accès au crédit et à des subventions	12,8%	2%	30,1%
Renforcements des capacités	6,4%	2%	2,9%
Autres raisons	4,6%	24%	55%

Fonctionnement et Performances des EFA

L'objectif des chefs d'EFA pour adhérer aux OP était d'améliorer leur niveau de vie. Pour y parvenir, ils sollicitent des OP des appuis. C'est pour cette raison qu'elles mènent certaines activités avec l'appui ou la contribution des OP.

Tableau 11 : Activités menées avec l'appui de l'OP

Activités menées avec appui de l'OP	Foréké	Bokito	Yaoundé péri urbain
Productions	53,9%	30%	20%
Petites transformations	1,3%	1%	
Productions et épargne	28,9	14%	25%
Productions + ventes+ achat	5,2%	26%	5%
Productions +achat	10,5	25%	
Formation		0,5%	
Ramassage et cueillette		3%	
Sans réponse	2%	0,5%	50%

On peut remarquer que presque toutes les EFA bénéficient d'appui au niveau de la production. Le cas de Yaoundé péri urbain s'explique par la nature des OP qui est beaucoup plus basée sur les activités de solidarité que sur la production.

Ces différents appuis devraient en principe permettre aux EFA de réaliser certaines opérations mieux qu'avant leur adhésion à l'OP. Les domaines pour lesquels les EFA à Foréké sentent une amélioration grâce à l'OP comprennent la fertilisation, les traitements phytosanitaires et la fourniture du matériel et des semences. Les EFA reconnaissent réaliser certaines opérations mieux qu'avant et ceci grâce à la formation reçue au sein de l' OP et surtout de l'approvisionnement en intrants à temps (effets des achats groupés peut être). Toujours à Foréké, la production au sein des EFA semble fonctionner mieux qu'avant l'adhésion dans 76,4% des cas alors que 20,8% ne trouvent pas encore un changement dans la production imputable à l'OP. Un faible pourcentage estime que tout va moins bien qu'avant.

Environ 80% estiment que le niveau de production actuel est plus élevé qu'avant l'adhésion contre 18,9% qui pensent que rien n'a changé. Dans l'ensemble, on peut dire qu'il y a globalement un impact plutôt positif au niveau de la production agricole.

Pour Yaoundé péri urbain, les EFA estiment que leur production est mieux après leur adhésion à l'OP à cause de l'appui dans le désherbage, du suivi des récoltes et l'obtention des semences améliorées.
A Bokito, en ce qui la production, les OP fournissent un appui surtout pour les traitements phytosanitaires (en particulier pour le cacao et le maraîchage), la formation (toutes les cultures) et le désherbage des cultures (maraîchage et vivrier). Elles appuient aussi, dans une moindre mesure, la récolte et le transport des productions. Dans quelques cas, elles interviennent pour la fourniture de matériel végétal ou pour d'autres travaux agricoles tels que la préparation du terrain ou la régénération. Lorsque des améliorations ont été constatées, ce qui fait généralement la différence est l'augmentation de la production et des revenus (toutes les cultures), l'acquisition de connaissances

(amélioration importante pour le maraîchage) et un travail plus facile, plus rapide et mieux organisé (important pour le vivrier)

D'une façon générale, la grande majorité des chefs d'exploitation (87%) considère que l'activité de production fonctionne mieux depuis qu'ils sont membres de l'OP ; c'est pour le maraîchage que les paysans sont les plus satisfaits et pour le cacao qu'ils le sont le moins Seulement 4% pensent qu'elle fonctionne moins bien (les autres paysans n'ont pas répondu ou ne voient aucun changement).

Impact financier sur les EFA

Après l'adhésion à l'OP, on peut chercher à identifier la spéculation qui donne le plus de l'argent aux EFA. A Foréké par exemple les cultures maraîchères viennent en tête (45,8%) suivi des cultures vivrières (22,2%). On note que la culture de rente vient presque en dernière position dans la gamme des cultures. Ce qui est en accord avec la déprise caféière observée depuis la crise économique des années 80.

Par contre au niveau de Bokito, les cultures pérennes sont celles qui donnent le plus de l'argent aux EFA suivies des cultures vivrières. A Yaoundé péri urbaines, on constate une similitude avec Foréké dans le classement.

Tableau 12 : Spéculations donnant le plus d'argen à l'EFA

	Foréké	Bokito	Yaoundé péri urbain
Cultures maraîchères	1ere	3 eme	1ere
Cultures vivrières	2eme	2eme	2eme
Commerce	3ème		
Production animale & piscicoles		4 eme	3 eme
Culture de rente	4 eme	1ere	

On constate que dans tous les sites, il y a une réelle contribution non négligeable des cultures vivrières dans la constitution des revenus des EFA.

A Foréké, ce qui importe pour le chef de l'EFA, c'est la régularité dans la disponibilité des fonds. Au niveau de Bokito et Yaoundé péri urbain, il y a inversion entre culture de rente et culture vivrière et maraîchère. Le tableau suivant récapitule la situation des trois sites.

Tableau 13 : Spéculations donnant régulièrement de l'argent à l'EFA

	Foréké	Bokito	Yaoundé péri urbain
Cultures maraîchères	1ere	3 eme	2eme
Cultures vivrières	2eme	1ere	1ere
Commerce	3 eme		
Productions animale & piscicoles		4 eme	3ème
Culture de rente	4 eme	2eme	
Cultures fruitières		5ème	

Rôle social de l'OP :

Foréké : Les OP en dehors du rôle technique dans la production des EFA, jouent également un rôle social auprès de celles-ci. Elles appuient les EFA en cas de problèmes individuels dans 70% des EFA. En effet, elles donnent les crédits (64,3%), l'appui conseil (48,2%), organisent la tontine, l'aide multiforme, etc. En effet 46,2% des EFA estiment que l'adhésion à l'OP leur donne la possibilité d'épargner mieux non seulement parce qu'il y a des tontines dans les OP, mais parce que les activités se sont développées et donnent des revenus qui leur permettent de faire des épargnes. Les besoins de la famille qui sont satisfaits regroupent principalement la sécurité alimentaire de la famille (55%), la création de richesse (20,5%), l'appui conseils & information (20,5%), l'éducation & santé de la famille (53,8%) et enfin le bien-être socio-culturel de la famille (3,8%). Globalement, 76,9% des EFA sont

satisfaits de leur OP car les échanges d'idées leur ont permis d'améliorer leurs activités, ils ont la possibilité d'être suivi par l'AVZ, de résoudre les problèmes urgents d'argent, d'obtenir de bonnes semences. Les insatisfaits évoquent le manque d'aide du gouvernement, l'échec de leur activité (élevage du GIC, la non augmentation de leurs revenus et le manque de moyens financiers.

Bokito : les OP contribuent à la résolution des problèmes individuels dans les domaines suivants : éducation (30%), santé (35%), coutume, (20%), octroi de petits crédits (5%), financement de récolte (3%), appui à l'achat des semences (3%). Les appuis individuels qu'apportent certaines OP à leurs EFA montrent que celles-ci sont bien conscientes qu'en plus des problèmes communs aux EFA qui sont au centre des activités des OP, il est également important de s'intéresser à certains problèmes individuels des EFA. Si l'OP n'accorde aucune attention à ce genre de préoccupation ou si elle ne les intègre pas dans sa logique, elle verra ses membres (EFA) ne contribuer que partiellement à la vie de l'OP car ceux-ci doivent également disposer de temps et de ressources pour la résolution de leurs.
Yaoundé péri urbain : les OP contribuent à la résolution des problèmes individuels notamment la coutume (20%), l'octroi de petits crédits (30%), l'appui conseil (10%), l'assistance (10%).

Conclusion générale

Cette étude nous a permis d'apprécier sur les sites de Foréké, Bokito et Yaoundé péri urbain et ce de façon comparative d'abord l'état des lieux et le fonctionnement des OP. Et ensuite leurs rôles et contributions dans l'amélioration du fonctionnement et des performances des EFA membres environ 10 ans après la publication des lois sur les libertés d'associations et COOP/GIC et au lendemain du désengagement de l'Etat de certaines fonctions qui conditionnent les productions agricoles et animales des suites de l'application des politiques de libéralisation de l'économie dans le secteur rural. L'encadrement par les services compétents du ministère de tutelle devait faciliter l'amélioration du niveau de vie des exploitations familiales agricoles.

On peut remarquer qu'il y a eu un engouement pour la création des OP dans les trois sites de notre étude. Le site de Yaoundé péri urbain a vu se développer beaucoup plus des OP à caractère social que de production proprement dite. Dans le site de Bokito, le regroupement autour de la culture de cacao est plus que une priorité alors qu'à l'Ouest, les exploitations familiales ne comptent plus beaucoup sur la culture du caféier arabica.

L'essentiel à retenir de cette analyse comparative de notre recherche est globalement que les différents niveaux d'organisation des producteurs rencontrés dans les 3 zones sont : le niveau de base, les unions de GIC et les fédérations. Le niveau de base regroupe les OP ayant un statut juridique connu (GIC ou association) et celles non formelles (groupe de tontine, d'entraide et divers regroupements claniques). De toutes ces différentes formes d'organisation, les OP de niveau de base sont les plus nombreuses, et représentent à elles seules environ 75% de l'échantillon cumulé des 3 sites.

L'analyse comparative effectuée au niveau des 3 sites a tendance à montrer une certaine particularité en ce qui concerne les activités autour desquelles les producteurs s'organisent. Dans les zones rurales de Foréké et Bokito, les OP existent très majoritairement autour des filières agro pastorales alors que dans la zone de Yaoundé péri urbain, celles-ci sont plus constituées autour des activités non agricoles (tontines, solidarité, activités culturelles etc.). Les raisons qui justifient cette situation sont encore à chercher.
De même, il ressort de cette analyse comparative qu'au niveau des 2 zones rurales (Foréké et Bokito), il existe une nette différence de gradient de répartition des productions végétales autour desquelles les OP existent. A Bokito, les producteurs sont fortement organisés autour d'une culture de rente (le cacao) et on y retrouve tous les différents niveaux de structuration (GIC, UGIC, et fédération), alors qu'à Foréké c'est plutôt autour des cultures maraîchères et vivrières qu'il existe beaucoup d'OP et ce au détriment du café arabica qui a longtemps constitué la principale culture de rente (génératrice des revenus). Des analyses complémentaires ont montré qu'au niveau de chacune de ces zones ces cultures sont plus porteuses en terme de création de richesse au sein des EFA.

En ce qui concerne la légalisation, des OP enquêtées dans les zones de Foréké et Bokito, celles légalisées sont largement majoritaires (81%) alors que dans la zone de Yaoundé péri urbain celles-ci ne représentent que 18% contre 82 % de non légalisées ce qui vient du fait que plusieurs

organisations paysannes rencontrées dans cette zone sont encore au niveau des formes d'organisations élémentaires (entraide, main d'œuvre, assistance en cas de malheur).

S'agissant de l'existence des textes de base (statut et règlement intérieur), 80% des OP de Foréké et Bokito les possèdent contre 20% seulement des OP de Yaoundé péri urbain. Par contre, très peu d'OP de chacune des 3 zones mettent à la fois à la disposition de leurs EFA membres chacun des 2 textes de base. Ce qui laisse présager les possibilités de faibles contributions des EFA au fonctionnement de leur OP du fait qu'elles ignorent leurs droits et devoirs en leur OP.

Dans les trois zones d'étude, il a été constaté que l'autofinancement était la principale forme de financement des activités que les OP mènent. Cependant, il ressort de toutes celles-ci une nette insuffisance de cette forme de financement raison pour laquelle elle est associée au crédit au niveau de Foréké et aux subventions à Bokito et Yaoundé péri urbain. Ceci met également en évidence que très peu d'OP fonctionne sur la base des financements externes dont les formes les plus connues (crédits et subventions) ne leur sont pas facilement accessibles.

L'analyse montre également que dans chacune des 3 zones, la mobilisation du financement nécessaire à la réalisation des différentes activités des OP est la principale contrainte (difficultés) ensuite viennent les difficultés de communication et celles liées à la non existence des ressources humaines qualifiées au sein des OP en ce qui concerne les sites de Bokito et Yaoundé péri urbain.
S'agissant des services que les OP rendent aux EFA, on constate que dans les zones de Foréké et Yaoundé péri urbain, l'octroi de crédit, les renforcements des capacités et l'épargne sont les principaux services que les OP rendent à leurs membres, tandis que dans la zone de Bokito, les ventes groupées des productions, l'achat d'intrants et l'entraide représentent les principaux services que les OP rendent aux EFA membres.

De même, l'analyse montre que les OP améliorent à la fois le fonctionnement et les performances des EFA qui leur sont membres en ce qui concerne les productions, l'épargne et les achats groupés à Foréké, les productions ventes et groupées et achats groupés d'intrants à Bokito, production et épargne à Yaoundé péri urbain. De plus dans chacune des 3 zones, les EFA affirment que pour chacune des activités, les résultats obtenus à partir de l'adhésion à l'OP sont nettement mieux que ceux avant l'adhésion à l'OP.

Il a été également mis en évidence dans les 3 zones que les revenus financiers sont nettement améliorés avec l'adhésion qu'avant celle-ci. Dans les sites de Foréké et Yaoundé péri urbain, il ressort que ce sont les cultures maraîchères et vivrières qui donnent à la fois plus d'argent et régulièrement de l'argent alors que dans le site de Bokito, la culture de cacao fournit plus d'argent tandis que les cultures vivrières et maraîchères donnent plutôt régulièrement de l'argent aux EFA.

Il a été aussi constaté que dans les 3 zones, les OP contribuent également à la résolution des problèmes individuels des EFA et spécifiquement dans les domaines de l'éducation, de la santé et des problèmes coutumiers.

Par rapport à la production, les GIC aident généralement leurs membres à travers les conseils techniques qui sont prodigués aux membres qui ont des problèmes dans leurs activités ou à travers de petits crédits qui sont donnés aux membres pour acheter les intrants lorsqu'ils en manquent. Généralement, les moyens sont limités par rapport aux besoins et cette situation corrobore les observations de Tchala et al.(1998), à savoir que les problèmes des organisations paysannes dans l'Ouest comprenaient: l'instabilité des associations, l'insuffisance des financements, la non maîtrise de la commercialisation des produits et surtout les querelles de leadership.

Au fait, il faut reconnaître que la réussite de la plupart des OP est due à la création en leur sein des services sociaux d'assistance aux membres particulièrement lors des évènements malheureux. Les EFA sont pour la plupart épanouies grâce aux interventions reçues dans leurs OP. L'institution des tontines au sein des OP de Foréké par exemple a été un catalyseur de l'épargne, ce qui sur le plan familial a contribué autant pour la préparation des rentrées scolaires que pour la relance des activités agricoles et pastorales des EFA.

Concernant l'intérêt de cette analyse comparative, nous convenons qu'elle permet de mettre en évidence les diversités des situations et des réalités organisationnelles au niveau des 3 zones dans

lesquelles l'étude a été faite et elle montre également les différents niveaux d'évolution de mouvement associatif dans chacune des zones. Ce qui pourrait permettre de mieux orienter les recherches nécessaires à mener plutôt dans une zone qu'une autre.

Bibliographie

Guillermou Y, Kamga A (2004). Les organisations paysannes dans l'Ouest Cameroun. Palliatif à la crise ? Etudes rurales, janvier-juin 2004, 169-170 : 61-76.

Loi 92/006 du 14 août 1992 et Décret d'application N° 92/455/PM du 21/11/1992.

Tchala A.F, Kamga.A, Nodem .J.E. (1998). Tenure foncière, institutions rurales et Organisations paysannes. Rapport de consultation FAO sur le projet d'appui au développement de la foresterie rurale et des micro-scieries artisanales. 61p.